

REPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE
78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP

DIRECTION DES POLITIQUES ECONOMIQUE ET INTERNATIONALE SERVICE DE LA PRODUCTION ET DES MARCHES BUREAU DU PORC, DES VOLAILLES ET DE LA DIVERSIFICATION Téléphone : 01 49 55 46 14 Télécopie : 01 49 55 45 90	CIRCULAIRE DPEI/SPM/C2000-4043 Date : 19 OCTOBRE 2000 Classement :
---	--

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

A

MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFETS

OBJET : PROGRAMME COMMUNAUTAIRE POUR L'APICULTURE

REFERENCES : Règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel, modifié.

Règlement (CE) n° 2300/97 du 20 novembre 1997 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1221/97, modifié.

DATE DE MISE EN APPLICATION : immédiate

RESUME : Cette circulaire annule et remplace la circulaire DPEI/SPM/ C99-4025 du 26 novembre 1999. Elle expose les conditions d'octroi **d'aides communautaires en faveur du secteur de l'apiculture** ainsi que les modalités pratiques d'instruction, de contrôle et de mise en paiement des actions présentées à ce titre.

Seuls les paragraphes concernant les aides à la transhumance ont fait l'objet de modifications (§5.2.3. pages 9 et 10).

POUR EXECUTION	POUR INFORMATION
<ul style="list-style-type: none">- Mesdames et Messieurs des Préfets de département (métropole)- Madame et Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Agriculture et de la Forêt (métropole)- Messieurs les Directeurs Régionaux de l'Agriculture et de la Forêt- M. le Directeur de l'ONIFLHOR- M. le Directeur de l'INRA- M. le Directeur de l'AFSSA	<ul style="list-style-type: none">- Administration Centrale- COPERCI (10 ex) - ACOFA- réserve : 40 ex

PREFACE

CETTE CIRCULAIRE REMPLACE LA CIRCULAIRE DPEI/SPM/ C99-4025 DU 26 NOVEMBRE 1999.

ELLE NE PRESENTE PAS DE CHANGEMENTS HORMIS :

- **LA MISE A JOUR DE LA DECISION COMMUNAUTAIRE C 2000 / 2131 DU 19 JUILLET 2000.**
CF. PAGE 3, TEXTES REGLEMENTAIRES ET ANNEXE N°1
- **LES AIDES A LA TRANSHUMANCE**
CF. PAGES 9 ET 10

LES MODIFICATIONS APPORTEES FIGURENT EN ITALIQUE DANS LE TEXTE.

COMPTE TENU DES DIFFICULTES DE GESTION MISES EN EVIDENCE AU MOMENT DE LA REGULARISATION DES DOSSIERS ET AFIN D'EVITER DES PROBLEMES D'APUREMENT, LES ELEMENTS SUIVANTS ONT ETE MODIFIES. :

- AVANCEMENT DE LA DATE DE **DEPOT DES DOSSIERS AU 30 NOVEMBRE AU LIEU DU 31 JANVIER** ;
- **DOUBLEMENT DES PLAFONDS D'INVESTISSEMENTS SUBVENTIONNABLES POUR LES GAEC** DES LORS QU'ILS REGROUPENT AU MOINS 2 EXPLOITATIONS ;
- **LE SEUIL DE REALISATION DES INVESTISSEMENTS EST FIXE A 50 %** ;
- UNE PROCEDURE « **D'ACCUSE RECEPTION** » EST MISE EN PLACE ;
- A L'ISSUE DU COMITE DE PILOTAGE DU 21 SEPTEMBRE 2000, **LES BALANCES ELECTRONIQUES INTERROGEABLES A DISTANCE** ONT ETE INTEGREES A LA LISTE DES INVESTISSEMENTS SUSCEPTIBLES DE BENEFICIER D'UNE SUBVENTION.

1. BASES RÉGLEMENTAIRES	4
2. PRINCIPES D'UNE ACTION COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DU MIEL	4
2.1. Un programme national	4
2.2. Le cofinancement communautaire des dépenses	5
2.3. Incidence financière	5
3. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES ACTIONS	6
3.1. Champ d'application du règlement n° 1221/97	6
3.2. Précisions et commentaires	6
4. Mode opératoire : ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL	7
4.1. Calendrier	7
4.1.1. Rôle du comité de pilotage national	7
4.1.2. Conventionnement avec les organismes intéressés	8
4.2. Cas particulier des collectivités territoriales et rôle des DRAF et DDAF	8
4.3. Transmission du programme national pour approbation communautaire	9
5. OBJECTIFS DU PROGRAMME FRANÇAIS	9
5.1. programme de recherches	9
5.2. Les aides spécifiques de l'ONIFLHOR	9
5.2.1. Aides aux laboratoires d'analyse de miels	9
5.2.2. Aides aux analyses de miel réalisées par les apiculteurs	9
5.2.3. Aides à la transhumance	10
5.3. Les actions des collectivités territoriales	12
6. CENTRALISATION DES DÉPENSES ET REMBOURSEMENTS	12
6.1. Principes applicables	12
6.2. Centralisation des dépenses	12
6.3. Dépenses effectuées par les services de l'Etat et l'ONIFLHOR	12
6.4. Dépenses effectuées par les collectivités territoriales	13
6.5. Dépenses effectuées par les organismes de recherche ou de développement technique	13
7. CONTRÔLES	14
7.1. contrôles administratifs	14
7.2. contrôles sur place	15
7.2.1. Organisation des contrôles	15
7.2.2. Types de contrôle en fonction des actions	16
7.2.3. Compte rendu du contrôle	16
7.3 – Suite à donner aux contrôles et information des bénéficiaires	16
7.3.1. absence de bénéficiaire, refus de contrôle	16
7.3.2. non conformité de la déclaration	17
7.3.3. notification de la décision au bénéficiaire	17

1. BASES RÉGLEMENTAIRES

- Règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel.
- Règlement (CE) n° 2070/98 du 28 septembre 1998 du Conseil, modifiant le règlement (CE) n° 1221/97.
- Règlement (CE) n° 2300/97 du 20 novembre 1997 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1221/97.
- Règlement (CE) n° 758/98 du 3 avril 1998 de la Commission, modifiant le règlement (CE) n° 2300/97.
- Règlement (CE) n° 1472/98 du 9 juillet 1998 de la Commission, modifiant le règlement (CE) n° 2300/97.
- Règlement (CE) n° 2767/98 du 21 décembre 1998 de la Commission, modifiant le règlement (CE) n° 2300/97.
- *Décision C(2000) 2131 du 19-07-2000 de la Commission portant approbation du programme d'amélioration de la production et de la commercialisation du miel présenté par la France au titre du règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil.*

2. PRINCIPES D'UNE ACTION COMMUNAUTAIRE EN FAVEUR DU MIEL

Le Conseil a considéré que l'apiculture joue un rôle déterminant, non seulement en tant qu'activité économique productrice de miel, mais aussi en tant que facteur du développement rural et de l'équilibre écologique.

Dans cet esprit, le Conseil a demandé aux Etats-membres d'effectuer une étude sur la structure du secteur apicole, tant au niveau de la production que de la commercialisation et de la formation des prix. Pour la France, cet audit de la filière réalisé en 1997 a démontré la diversité et la qualité de la production nationale. Mais, l'étude a aussi mis en lumière le caractère fortement déficitaire du secteur et la grande hétérogénéité des structures de production. L'étude a également souligné la variabilité des récoltes liée tant aux aléas climatiques qu'aux pratiques agricoles. Par ailleurs, l'infestation des ruches par le parasite "varroa" constitue toujours un facteur de menace majeur de la production.

2.1. Un programme national

Il revient à la France, après avoir fait ces constats, d'établir chaque année un programme national visant à améliorer les conditions de la production et de la commercialisation du miel (art 1er du règlement (CE) n° 1221/97). Le programme est élaboré en étroite concertation avec les représentants qualifiés de la filière apicole.

Vous trouverez en annexe n° 2 la liste des organisations de la filière apicole, qui collaborent à l'élaboration du programme national.

Les programmes sont communiqués à la Commission et votés pour chaque campagne selon la procédure propre au comité de gestion "oeufs et volailles" (art. 4 du règlement CE n° 1221/97).

2.2. Le cofinancement communautaire des dépenses

La Communauté participe au financement des dépenses effectuées dans le cadre du programme national approuvé selon la procédure décrite ci-dessus. Le cofinancement s'élève à 50 % des dépenses supportées par l'Etat-membre au titre du programme national.

Les règles applicables sont celles qui découlent des dispositions des règlements n° 729/70 et n° 1663/95 du Conseil, qui régissent les dépenses afférentes au FEOGA-section garantie. Il s'agit de remboursement, par un organisme payeur agréé, à concurrence de la moitié des dépenses effectuées par les Etats-membres.

Enfin, seules enfin sont éligibles au cofinancement communautaire les dépenses à caractère "public". Par ce dernier qualificatif, il convient d'entendre :

- les dépenses effectuées par l'Etat et ses établissements publics, notamment :
 - ◆ industriels et commerciaux : l'Office National Interprofessionnel des Fruits, des Légumes et de l'Horticulture (ONIFLHOR),
 - ◆ à caractère scientifique et technique ou administratif : Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), Agence Française de Sécurité Sanitaire des Aliments (AFSSA)...
- les dépenses effectuées par les collectivités territoriales ;
- les dépenses effectuées par des organismes privés financés par des fonds publics, notamment des taxes parafiscales ; par exemple : l'Association Nationale pour le Développement Agricole (ANDA).

Enfin, les actions inscrites aux programmes opérationnels pour les régions d'objectif n°1, n° 5b et n°6, sont exclues du cofinancement communautaire au titre du règlement n° 1221/97 précité (art 4 du règlement).

2.3. Incidence financière

La dépense est programmée chaque année et pour cinq ans à compter de la première année d'application du programme (soit l'exercice FEOGA 1997/1998).

Le financement communautaire attribué à chaque Etat-membre est déterminé en fonction de sa part relative dans le cheptel apicole communautaire. Pour la France, cette proportion est fixée à 17,63 %.

3. CRITERES D'ELIGIBILITE DES ACTIONS

3.1. *Champ d'application du règlement n° 1221/97*

Le règlement de base définit les actions qui peuvent être incluses dans le programme national. Ce sont les suivantes (art 1er, alinéa 2 du règlement n° 1221/97) :

- * assistance technique aux apiculteurs et aux mielleries des groupements d'apiculteurs en vue de l'amélioration des conditions de la production et de l'extraction du miel ;
- * lutte contre la varroase et les maladies associées ; amélioration des conditions de traitement des ruches ;
- * rationalisation de la transhumance ;
- * mesures de soutien des laboratoires d'analyse des caractéristiques physico-chimiques du miel ;
- * collaboration avec des organismes spécialisés dans la réalisation des programmes de recherche appliquée en matière d'amélioration qualitative du miel.

3.2. *Précisions et commentaires*

Quoique cette énumération paraisse couvrir un large éventail d'actions, il convient d'apporter plusieurs précisions :

- * produit : le règlement porte strictement sur **l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel**. Il en résulte que les produits dérivés de la ruche (cire, gelée royale...) sont exclus du champ d'application du règlement ;
- * assistance technique: les dépenses qui concourent à une amélioration directe des conditions de production sont privilégiées. Il en va ainsi, par exemple, du financement des frais afférents à **l'embauche d'un technicien apicole spécialisé** mis à disposition des apiculteurs;
- * **rationalisation de la transhumance** : le cofinancement peut concerner des dépenses d'aménagement (frais de débroussaillage ou d'élagage), d'investissement (matériel de levage, par exemple) ; en revanche, les frais de transport ne sont pas éligibles ;
- * **lutte contre la varroase** : seule cette dernière parasitose peut-être prise en compte et non les autres pathologies de l'abeille ;
- * **qualité du miel**: les dépenses, de toute nature, relatives à la mise en place ou au suivi d'un signe de qualité (label rouge, certification de qualité, AOC) ne sont pas éligibles. De même, les dépenses de promotion du produit ou d'information du consommateur sont exclues.

* **programmes de recherche**, seules les actions qui ont **un effet et une application directs sur le terrain** peuvent être retenues. Quant aux thèmes de recherche, il convient de vérifier au préalable que des travaux de nature similaire ne sont pas déjà financés par la Communauté. Les programmes doivent être calibrés sur la durée d'application du programme national, soit 12 mois. Le caractère pluriannuel éventuel devra donc faire l'objet d'une motivation particulière. Enfin, une comptabilité analytique prévisionnelle doit permettre de faire figurer la décomposition des coûts induits par le programme (nombre de chercheurs concernés, nombre d'heures de recherche, achats de matériel, frais divers...).

4. Mode opératoire : ELABORATION DU PROGRAMME NATIONAL

4.1. Calendrier

L'exercice FEOGA couvre la période qui s'étend du **16 octobre** de l'année considérée au **15 octobre** de l'année suivante. L'objectif recherché consiste à faire coïncider l'exécution du programme national et l'exercice budgétaire du FEOGA garantie.

Le rythme administratif défini par le règlement n° 2300/97 est le suivant :

- préparation des programmes de l'année n + 1 :

- date limite de présentation à la Commission : 15 avril de l'année n ;
- examen des programmes nationaux en comité de gestion "oeufs et volailles", compétent pour le secteur de l'apiculture : juin de l'année n;
- notification par la Commission à l'Etat-membre : juillet de l'année n;

- exécution du programme de l'année n +1:

- date de début d'exécution du programme de l'année n+1 : 1er septembre de l'année n.
- date limite d'exécution des actions : 31 août de l'année n+1.

Par exemple, le programme de l'an 2001 peut commencer au 1er septembre de l'année 2000 et s'achève au 31 août de l'année 2001, conformément à l'article 1 du règlement n° 758/98.

4.2 Organismes de recherche ou de développement technique

4.1.1. Rôle du comité de pilotage national

Les propositions d'action formulées par les organismes de recherche ou de développement technique (établissements publics - ANDA - ACTA) sont approuvées en comité de pilotage national.

Ce comité de pilotage national est réuni, à l'initiative du Ministère de l'agriculture et de la pêche (DPEI), au plus tard dans la deuxième quinzaine du mois de mars qui précède l'année d'application considérée du programme national. Le rôle du comité est de formuler un avis sur les actions présentées au cofinancement communautaire et, notamment, au regard des objectifs fixés par le règlement n° 1221/97.

Le comité est présidé par le directeur des politiques économique et internationale ou son représentant. Il comprend au moins :

- le DGAL ou son représentant,
- le DGCCRF ou son représentant,
- le directeur de l'ONIFLHOR ou son représentant,
- les représentants des organisations professionnelles du secteur apicole, définies dans la liste qui figure en annexe n° 2,
- un ou plusieurs experts désignés en fonction de l'ordre du jour.

4.1.2. Conventionnement avec les organismes intéressés

Une convention est passée pour chaque action conduite entre le Ministre de l'agriculture et de la pêche, représenté par le directeur des politiques économique et internationale et l'organisme concerné.

La convention prévoit notamment :

- l'identification des objectifs,
- l'objet de l'action,
- la durée et le calendrier des travaux,
- une description des travaux et les conditions de financement,
- les modalités de suivi du programme,
- la diffusion des résultats,
- les modalités de transmission des dépenses à l'organisme payeur agréé.

4.2. *Cas particulier des collectivités territoriales et rôle des DRAF et DDAF*

J'attire votre attention sur la particularité administrative qui résulte de l'application du règlement n° 1221/97. Le dispositif implique la possibilité d'un remboursement, sur crédits du FEOGA-section garantie, des dépenses éligibles effectuées par les collectivités territoriales.

Ceci implique l'aménagement d'un cadre administratif spécifique, susceptible de permettre un travail effectué en partenariat étroit avec les représentants des organes de gestion des collectivités territoriales.

Vous informerez les représentants des collectivités territoriales de l'existence de ce dispositif de soutien du secteur apicole. Vous sensibiliserez notamment ces derniers aux multiples avantages qui s'attachent à la mise en œuvre du règlement n° 1221/97, tant en termes d'implication des collectivités territoriales dans le soutien de la production et de la commercialisation du miel, qu'en termes de préservation de l'équilibre écologique local et de dynamisation de l'espace rural.

Il conviendra d'insister sur la possibilité offerte par la nouvelle procédure d'obtenir, via les services de l'Etat, le remboursement de la moitié des sommes éligibles effectivement dépensées en faveur du secteur apicole.

4.3. Transmission du programme national pour approbation communautaire

Après avis du comité de pilotage, l'ensemble du programme national est soumis à l'approbation communautaire, par le canal de l'administration centrale (Direction des Politiques Economique et Internationale - bureau du porc, des volailles et de la diversification), pour examen et approbation en comité de gestion "oeufs et volailles".

5. OBJECTIFS DU PROGRAMME FRANÇAIS

Elaboré en concertation étroite avec les représentants des organisations professionnelles apicoles, le programme français s'articule autour de quatre axes : assistance technique aux apiculteurs, lutte contre la varroase, aide à la transhumance, analyses et qualité des miels.

Les montants financiers inscrits dans ce programme correspondent, à ce stade à la limite financière des sommes qui peuvent être consacrées à la rubrique considérée.

5.1. programme de recherches

Plusieurs organismes de recherche français (INRA, AFSSA et CNRS) participent à ce programme communautaire. La Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes (DGCCRF) collabore également à ces travaux.

Les principaux thèmes concernent :

- la lutte contre la varroase,
- la caractérisation de miels monofloraux,
- la mise au point de méthodes pour lutter contre l'adultération des miels.

5.2. Les aides spécifiques de l'ONIFLHOR

5.2.1. Aides aux laboratoires d'analyse de miels

L'ONIFLHOR soutient certains investissements faits par des laboratoires spécialisés pour l'analyse des miels. Ces laboratoires proposent leurs services à tous les apiculteurs. La liste des laboratoires bénéficiaires est arrêtée **après avis du comité de pilotage national**.

5.2.2. Aides aux analyses de miel réalisées par les apiculteurs

L'objectif de cette action est de favoriser les démarches d'auto-contrôle au niveau de la production, en encourageant le recours individuel aux analyses de miel. Les analyses les plus couramment mises en œuvre dans le cadre des procédures d'auto-contrôle des miels à la production peuvent donc faire l'objet d'une aide financière. Le montant maximal de l'aide est fixé à **60 % du tarif (HT) pratiqué par le laboratoire**, dans la limite de plafonds fixés par l'ONIFLHOR.

5.2.3. Aides à la transhumance

La mobilité des ruches et la production d'une gamme variée de miels constituent des voies d'amélioration des résultats technico-économiques des exploitations. Des équipements spécifiques sont nécessaires pour la mécanisation du transport des ruches et pour l'entretien des ruchers. C'est la raison pour laquelle un concours financier est accordé au titre de l'acquisition ou la mise en place de certains équipements indispensables à la transhumance.

A – Conditions d'éligibilité

Pour présenter une demande, l'apiculteur doit :

- ❖ être affilié à l'AMEXA ou payer une cotisation de solidarité MSA,
- ❖ avoir un minimum de 70 ruches.

Le projet devra correspondre aux critères suivants :

- ❖ montant minimum de dépenses d'investissement = 10.000 francs hors taxes,
- ❖ plafond de dépenses d'investissement :
 - jusqu'à 150 ruches : 30.000 francs hors taxes,
 - à partir de 151 ruches : 150.000 francs hors taxes.

B – Nature des investissements susceptibles de bénéficier d'une subvention

Pour être éligible, l'investissement doit porter sur du **matériel neuf et être destiné uniquement à l'activité apicole**. *Un calcul prorata temporis peut être appliqué en fonction de l'utilisation du matériel apicole. Cette disposition concerne en particulier le matériel de débroussaillage.*

Les investissements concernés sont les suivants :

- ❖ grues électriques, mécaniques ou hydrauliques,
- ❖ chargeurs tous terrains munis obligatoirement d'une fourche ou d'un mât,
- ❖ remorques porte-élévateurs,
- ❖ remorques adaptées pour le transport des ruches (charge utile minimum : 750 kg),
- ❖ plateau pour véhicule adapté au transport des ruches,
- ❖ palettes,
- ❖ filets de protection du chargement,
- ❖ débroussailleuse,
- ❖ investissements portant sur l'aménagement de sites de transhumance réalisés par des entreprises spécialisées,
- ❖ *balances électroniques interrogeables à distance.*

C – Montant des investissements subventionnables

1- Montant de l'aide

Le montant de l'aide est proportionnel au **montant HT de l'investissement sans excéder 40 %**. Le taux de participation annuel sera calculé en fonction du montant total des demandes d'aide déposées au 30 novembre et des crédits nationaux alloués au programme communautaire apicole.

Le seuil de réalisation est fixé à 50 % du projet présenté. Dans le cas contraire, la subvention ne pourra être accordée.

2- Investissements réalisés par les GAEC

Les plafonds d'investissements subventionnables sont multipliés au maximum par 2 dès lors que le GAEC regroupe au moins 2 exploitations.

D- Délai de réalisation de l'investissement

La période de réalisation du programme communautaire s'étend du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001. En conséquence, les programmes d'investissements ayant été retenus par le comité de pilotage doivent être entièrement réalisés avant le 31 août 2001.

Les dossiers agréés par le comité de pilotage du 2 mars 2000 et dont les investissements n'ont pu être réalisés au 31/08/2000 sont reportés sur l'exercice 2000/2001. Les conditions d'attribution de l'aide sont celles prévues dans la circulaire DPEI/SPM/C99-4025 du 26/11/99.

E- Instruction du dossier

1- Dépôt : le dossier de demande d'aide doit être conforme au modèle joint en annexe. **Il devra être adressé directement à l'ONIFLHOR**, Division « Horticulture, Tabac, Productions spécialisées » 164, rue de Javel 75015 PARIS, **avant le 30 novembre 2000**, accompagné des documents suivants (originaux ou copies conformes) :

- déclaration des Services Vétérinaires datant de moins d'un an, à la date de dépôt de la demande et attestant du nombre de ruches,
- attestation de l'AMEXA ou de solidarité MSA certifiant le paiement des cotisations pour l'exercice en cours,
- copie de l'arrêté de reconnaissance pour les GAEC,
- devis ou facture pro forma,
- RIB.

2- Accusé de réception

Les accusés de réception seront délivrés par l'ONIFLHOR au demandeur dès réception du dossier complet avant le 30 novembre 2000. L'accusé de réception n'implique pas un engagement de la part de l'ONIFLHOR sur la décision d'octroi de l'aide susceptible d'intervenir après avis du comité de pilotage.

3- Examen des demandes

Les dossiers sont examinés par le comité de pilotage national réuni en formation restreinte. A l'issue de ce comité, une décision d'acceptation ou de rejet sera adressée par l'ONIFLHOR au demandeur. Elle précisera le montant de l'investissement retenu ainsi que le montant de l'aide correspondante.

Les demandes ne peuvent recevoir une suite favorable que dans la limite des crédits disponibles pour l'exercice en cours.

F- Versement de la subvention

Le versement de la subvention se fera sur présentation des pièces justificatives suivantes :

- facture(s) acquittée(s),
- récapitulatif des factures selon le modèle joint en annexe,
- engagement du bénéficiaire à garder le matériel subventionné au moins trois ans.

Ces documents doivent être adressés à l'ONIFLHOR avant le 31 août 2001.

5.3. Les actions des collectivités territoriales

Parmi les actions inscrites au programme national, l'assistance technique, la lutte contre la varroase et la rationalisation de la transhumance constituent des mesures pour lesquelles la mobilisation des collectivités territoriales est particulièrement attendue.

6. CENTRALISATION DES DEPENSES ET REMBOURSEMENTS

6.1. Principes applicables

Il est rappelé que les prestations correspondant aux dépenses déclarées doivent être **clairement identifiées** et pouvoir **se rattacher directement** à une mesure éligible du programme français, approuvé par la Commission. De même, le prestataire intéressé doit être en mesure de **justifier la prestation effectuée**. Par exemple, pour les coûts de personnel, les documents justificatifs doivent montrer clairement les fonctions du personnel en question.

L'ensemble des pièces justificatives (factures, titres de déplacement, pièces bancaires, mandats de paiement, bulletins de salaire...) doivent **impérativement être conservées** par les organismes qui effectuent la dépense éligible.

6.2. Centralisation des dépenses

Les dépenses induites par l'application du règlement 1221/97 et pouvant être présentées au cofinancement communautaire sont effectuées par les organismes mentionnés au chapitre 2, paragraphe 2.2.

L'ONIFLHOR, Office National Interprofessionnel des Fruits, des Légumes et de l'Horticulture, est l'organisme payeur des dépenses financées par le FEOGA-garantie, en application du règlement (CE) 1221/97.

Outre le paiement de ses propres dépenses, il effectuera les remboursements correspondant à la part FEOGA des dépenses éligibles réalisées par les différents intervenants participant à l'exécution du programme national approuvé par la Commission. Les justificatifs de dépenses nécessaires aux remboursements seront préalablement validés par la Direction des Politiques Economique et Internationale (Bureau du Porc, des Volailles et de la Diversification).

6.3. Dépenses effectuées par les services de l'Etat et l'ONIFLHOR

Pour les dépenses qu'ils effectuent en propre, les services de l'Etat adressent au Bureau du Porc, des Volailles et de la diversification (DPEI) une situation de dépenses conforme aux documents repris en annexe n° 4 pour la durée d'application du programme.

Pour être pris en compte au titre de l'année considérée du programme national, le dernier état de dépenses doit parvenir impérativement à la Direction des Politiques Economique et Internationale au plus tard le 15 septembre.

6.4. Dépenses effectuées par les collectivités territoriales

Vous communiquerez aux collectivités territoriales de votre département et de votre région (conseils généraux et conseils régionaux), une situation de dépenses conforme au modèle qui figure en annexe n° 5.

Vous informerez les organes exécutifs des collectivités territoriales intéressées qu'il leur appartiendra de vous adresser, le cas échéant, la situation de dépenses précitée aux fins de remboursement de la part du FEOGA de 50 % des dépenses éligibles dès le paiement effectif. **Seules les dépenses effectuées par les collectivités territoriales jusqu'au 31 août pourront être prises en compte au titre de l'année considérée.**

Vous inviterez les organes exécutifs des collectivités territoriales à conserver les pièces justificatives liées aux dépenses présentées, notamment :

- extraits des délibérations relatives aux subventions (procès verbaux) ;
- bordereaux des mandats émis ;
- copie des mandats émis ;
- lorsqu'elles existent, conventions signées avec les bénéficiaires ainsi que les justificatifs fournis par ces derniers (factures acquittées, compte rendus d'activité, ...).

Un **Relevé d'Identité Bancaire (RIB) original** du comptable de la collectivité devra être également joint.

Vous vérifierez que les dépenses requises figurent dans le champ d'application du règlement n° 1221/97. Le cas échéant, vous examinerez la cohérence entre les dépenses effectives et les prévisions qui vous ont été adressées par la collectivité territoriale concernée lors de la phase de préparation du programme français.

Après visa de la situation de dépenses, **vous l'adresserez dans les délais les plus brefs, et au plus tard le 15 septembre de l'année considérée, à l'ONIFLHOR**, Division « Horticulture, Tabac, Productions spécialisées » - 164, rue de Javel 75015 PARIS.

L'ONIFLHOR procédera à la récapitulation des dépenses effectuées par les collectivités territoriales et adressera une situation de dépenses récapitulative à la Direction des Politiques Economique et Internationale (Bureau du Porc, des Volailles et de la Diversification), responsable de la réalisation de ce programme.

6.5. Dépenses effectuées par les organismes de recherche ou de développement technique

Les modalités de remboursement de la part française afférente aux dépenses engagées par les organismes de recherche et de développement technique, sont prévues dans les conventions spécifiques conclues entre le ministère de l'agriculture et de la pêche et les organismes intéressés.

7. CONTROLES

J'appelle tout particulièrement votre attention sur **l'obligation d'effectuer des contrôles** de l'ensemble des dispositions de la présente circulaire, dans le cadre des règles applicables aux paiements du FEOGA-garantie, conformément aux dispositions des règlements n° 729/70 et n° 1663/95.

A cet égard, la bonne exécution des contrôles et la rigueur apportée dans les suites à leur donner sont considérées par le FEOGA comme des critères déterminants permettant de juger de la conformité de la gestion par un Etat-membre.

L'ONIFLHOR est l'organisme payeur des dépenses financées par le FEOGA garantie, en application de l'arrêté du 11 décembre 1998. Les demandes communautaires prévues dans le cadre du programme visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel seront transmises accompagnées des pièces. L'ONIFLHOR procédera à la liquidation et effectuera la centralisation des dépenses réalisées dans le cadre de ce programme communautaire et vérifiera le respect de l'enveloppe financière approuvée par la Commission.

7.1. contrôles administratifs

Ils seront réalisés sur la totalité des dossiers au vu des pièces justificatives qui devront être jointes aux dossiers de paiement. Les pièces justificatives à joindre sont les suivantes :

a) actions effectuées par les services de l'Etat

- un état récapitulatif des dépenses de fonctionnement visé par le contrôleur financier (annexe 5) ;
- un compte rendu d'activité.

b) actions menées par les Collectivités territoriales

- un état récapitulatif visé par le contrôleur financier (annexe 5) récapitulant les dépenses effectuées par la collectivité territoriale concernée. Cet état indiquera le taux de participation de la collectivité territoriale ainsi que le numéro des factures et leur date d'acquittement. La description des actions sur l'état récapitulatif doit correspondre aux libellés inscrits au programme national et doit être lisible : aucune rature ni surcharge ne sera admise ;
- un extrait des délibérations relatives aux subventions (procès verbaux) ;
- une convention signée avec le bénéficiaire si elle existe ;
- une copie des mandats émis ;
- un RIB.

En cas de doute sur la compatibilité avec le programme français d'une action proposée au cofinancement, l'ONIFLHOR saisira la DPEI avant le versement de l'aide.

c) actions menées par les organismes de recherche

- un état récapitulatif des dépenses visé par le directeur du centre de recherche visé par le contrôleur financier ;
- un RIB.

Les dépenses relatives au fonctionnement telles que les salaires doivent être justifiées en fonction du nombre d'heures passées par chaque agent concerné.

d) analyses et investissements effectués par les laboratoires

- une demande d'aide financière correspondant au montant global non facturé aux apiculteurs ;
- un état récapitulatif des dépenses visé par le directeur du laboratoire relatif aux analyses subventionnables et/ou investissements accompagné des factures acquittées correspondantes;
- un RIB.

e) investissements transhumance effectués par les apiculteurs

- une demande d'aide;
- un état récapitulatif des dépenses d'investissement effectuées, certifié exact par l'apiculteur et accompagné des factures acquittées correspondantes;
- un RIB.

Pour l'ensemble des demandes : les justificatifs doivent être des exemplaires originaux ou copies certifiées conformes. Les dossiers non visés ou incomplets seront retournés au demandeur. Un état liquidatif sera établi pour chaque demande contrôlée.

7.2. contrôles sur place

Le taux minimum de contrôle à effectuer est de 5 % du nombre des demandes déposées à l'ONIFLHOR. Ces contrôles seront effectués par les agents de l'ONIFLHOR. Ils concernent l'ensemble des actions financées dans le cadre du programme apicole.

Les contrôles sont effectués avant le versement de la subvention, se dérouleront dès le dépôt de la demande, et en tout état de cause au plus tard le 30 septembre de l'année du programme. Si en cours d'année, il est constaté un nombre significatif d'anomalies, le nombre des contrôles pourra être augmenté.

7.2.1. Organisation des contrôles

Pour les contrôles effectués sur site, les dossiers devront être sélectionnés de façon à prendre en compte:

- a) chaque type d'aide;
- b) les montants financiers les plus importants.

Les apiculteurs ou organismes contrôlés pourront être prévenus deux à trois jours avant la réalisation du contrôle.

7.2.2. Types de contrôle en fonction des actions

a) actions menées par les services de l'Etat

Le visa du contrôleur financier demandé pour le contrôle administratif vaut contrôle sur place.

b) actions menées par les organismes de recherche

Le visa du contrôleur financier demandé pour le contrôle administratif vaut contrôle sur place.

c) actions menées par les Collectivités territoriales

Le visa du contrôleur financier demandé pour le contrôle administratif vaut contrôle sur place.

d) investissement pour la transhumance

Pour les aides aux apiculteurs et particulièrement pour la transhumance, le contrôleur vérifiera l'acquisition du matériel sur l'exploitation. Il contrôlera la conformité du nombre de ruches avec celui déclaré lors de la demande d'aide.

e) investissement des laboratoires d'analyses

Pour les aides aux laboratoires d'analyses, le contrôleur vérifiera le nombre et le type d'analyses réalisées les échantillons de miels ayant servi aux analyses ainsi que le matériel subventionné. Des contacts pourront être pris avec les apiculteurs ayant réalisé les analyses afin de s'assurer de la réalité de l'action.

7.2.3. Compte rendu du contrôle

Un rapport sera établi à la suite de chaque contrôle. Ce document sera signé par le bénéficiaire pour lui permettre d'apporter ses commentaires dans le cadre qui lui est réservé. Cela signifie que les contrôles sont réalisés en présence du responsable du centre ou de l'exploitation.

7.3 – Suite à donner aux contrôles et information des bénéficiaires

7.3.1. absence de bénéficiaire, refus de contrôle

En cas d'absence du bénéficiaire ou de son représentant lors d'un contrôle, une lettre recommandée lui sera adressée par l'ONFLHOR fixant une date pour un prochain contrôle. L'absence du bénéficiaire lors de la seconde visite entraînera le rejet de la demande.

Un refus de contrôle aura les mêmes conséquences.

7.3.2. Non-conformité de la déclaration

a) fausse déclaration faite délibérément ou par négligence grave

En cas de fausse déclaration résultant d'une action non réalisée qu'elle soit délibérée ou résultant d'une négligence grave, le bénéficiaire sera exclu du bénéfice des aides au titre de ce programme communautaire.

b) pénalités

Il convient de calculer la différence entre le montant total prévu (P) et le montant total réalisé (R). Les pénalités à appliquer sont les suivantes :

Si $P-R/P < 20\%$, le montant unitaire de l'aide est diminué du pourcentage constaté.

Si $P-R/P > 20\%$, la demande est rejetée.

Les pénalités seront imputées directement sur le montant de l'aide, le paiement n'intervenant qu'après le contrôle.

7.3.3. - notification de la décision au bénéficiaire

Si la décision prise à l'encontre du bénéficiaire et résultant des contrôles (administratif et le cas échéant sur place) se traduit par un rejet même partiel, l'ONIFLHOR mentionnera dans la notification de la décision au bénéficiaire les délais et voies de recours, en application du décret du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers.

A défaut, le délai de recours n'est pas opposable. La notification indiquera la date du contrôle ayant donné lieu à l'application de la sanction.

Vous rappellerez aux bénéficiaires qu'ils sont **soumis à l'ensemble des règles de contrôle qui s'appliquent aux dépenses du FEOGA-garantie**.

Vous avertirez notamment les collectivités territoriales de votre département et de votre région qu'elles sont susceptibles de faire l'objet de contrôles communautaires. Elles doivent donc impérativement **conserver l'ensemble des pièces justificatives des dépenses** présentées au cofinancement communautaire pendant une période de 3 ans au minimum à compter de la réception de la subvention.

Par ailleurs, les versements de fonds communautaires se feront **sous réserve d'un apurement des comptes ultérieur** pour les dépenses déclarées. Ainsi, les subventions correspondant à des dépenses déclarées irrégulières ou inéligibles à la suite de contrôles, feront l'objet de remboursement.

Vous voudrez bien me faire part des difficultés éventuelles que vous rencontreriez dans l'application de la présente circulaire.

Le Sous Directeur de l'Elevage et
des Produits Animaux

Christian BERGER

A N N E X E S

- ANNEXE 1 : Bases réglementaires

- Règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil du 25 juin 1997, portant règles générales d'application pour les actions visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation du miel, modifié.
- Règlement (CE) n° 2300/97 du 20 novembre 1997 de la Commission portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1221/97, modifié.
- Décision C(2000) 2131 de la Commission du 19 juillet 2000 portant approbation du programme d'amélioration de la production et de la commercialisation du miel présenté par la France au titre du règlement (CE) n° 1221/97 du Conseil (programme 2001).

- ANNEXE 2 : Liste des organisations apicoles membres du comité de pilotage national

- ANNEXE 3 : Tableau récapitulatif de dépense – Organismes de recherche

- ANNEXE 4 : Tableau récapitulatif de dépense - Services de l'Etat

- ANNEXE 5 : Tableau récapitulatif de dépense - Conseils Régionaux/Conseils Généraux

- ANNEXE 6 : Formulaire de demande d'aide à la transhumance